



ASSOCIATION QUÉBÉCOISE

POUR UN CONTRAT MONTIAL DE L'EAU



Pétition adressée au Gouvernement du Canada

Nous, citoyenNes ou résidentEs du Canada, désirons soumettre au gouvernement du Canada que :

- Sur cette planète, 1,4 milliards d'humains n'ont pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards d'humains sont privés d'un système d'assainissement adéquat, ce qui a des conséquences directes et néfastes sur la santé, l'éducation, la pauvreté, l'équité hommes-femmes et le développement social des populations appauvries du monde.
- L'Eau est essentielle à la vie et à la santé; c'est à la fois un droit humain, une ressource naturelle limitée et un bien public. L'eau n'est pas un produit.
- Toutes les formes de privatisation des infrastructures de l'eau, y compris celles d'associations entre le public et le privé, se sont révélées être un échec complet pour les pauvres dans le monde entier.
- En 2000, le Canada s'est engagé à réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement (Objectifs du Millénaire pour le Développement).
- Le Canada soutient la privatisation, en contribuant financièrement au Private-Public Infrastructure Advisory Facility (PPIAF) un organe de la Banque mondiale qui recommande les meilleurs moyens à prendre pour introduire le secteur privé dans les pays à faible revenu, dans divers secteurs incluant celui de la gestion de l'eau.
- Le Canada ne reconnaît toujours pas officiellement le droit humain à l'eau, tel que défini en 2002 par l'Observation Générale 15 interprétant le *Pacte International sur les droits économiques, sociaux et culturels* (PIDESC) de l'ONU, qu'il a pourtant ratifié en 1976.
- Le Canada entretient actuellement avec ses partenaires de l'ALENA des discussions stratégiques qui peuvent conduire à des scénarios d'accroissement de la marchandisation de l'eau provoquant des impacts majeurs sur la ressource hydrique et les écosystèmes.

Pour ces raisons, nous demandons au gouvernement du Canada, de :

- S'opposer au modèle actuel de privatisation mis de l'avant par la Banque Mondiale, et conséquemment retirer son soutien et sa participation financière au PPIAF.
- Soutenir les divers modèles de gestion publics alternatifs, démocratiques et participatifs développés par les organisations syndicales et les groupes de la société civile qui ont réussi à améliorer l'accès à l'eau sur le terrain.
- Affirmer clairement devant le Conseil des Droits de l'homme sa volonté de reconnaître le droit humain à l'eau.
- Adopter et mettre en oeuvre, au plan national, une stratégie et un plan d'action pour assurer le droit humain à l'eau et à l'assainissement.
- Protéger la ressource, en appliquant la motion adoptée le 5 juin 2007 par la majorité parlementaire de la Chambre des Communes demandant l'exclusion de l'eau dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Signatures (pas de lettres moulées)

Ville & province

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____

Pour ces raisons, nous demandons au gouvernement du Canada, de :

- S'opposer au modèle actuel de privatisation mis de l'avant par la Banque Mondiale, et conséquemment retirer son soutien et sa participation financière au PPIAF.
- Soutenir les divers modèles de gestion publics alternatifs, démocratiques et participatifs développés par les organisations syndicales et les groupes de la société civile qui ont réussi à améliorer l'accès à l'eau sur le terrain.
- Affirmer clairement devant le Conseil des Droits de l'Homme sa volonté politique de reconnaître le droit humain à l'eau.
- Adopter et mettre en oeuvre, au plan national, une stratégie et un plan d'action pour assurer le droit humain à l'eau et à l'assainissement.
- Protéger la ressource, en appliquant la motion adoptée le 5 juin 2007 par la majorité parlementaire de la Chambre des Communes demandant l'exclusion de l'eau dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Signatures (pas en lettres moulées)

Ville & province

5. _____

6. _____

7. _____

8. _____

9. _____

10. _____

11. _____

12. _____

13. _____

14. _____

15. _____

16. _____

17. _____

18. _____

19. _____

20. _____

21. _____

22. _____

23. _____

24. _____

25. _____

S.V.P. Retournez cette pétition à:

Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau
Boîte postale 47639
Co. P. Plateau Mont-Royal
Montréal (Québec) Canada
H2H 2S8

Pour information Courriel: info@aqcme.org ou Web: www.aqcme.org